

N° 629
DU 29 OCTOBRE
AU 4 NOVEMBRE 2011

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE
Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO
Philippe Grangeaud (76 00) • Vincent
Boisot • MAQUETTE Florent Chagnon
(79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 500 exemplaires



Convention d'investiture

LES INTERVENTIONS

Page 2-12

Avec François Hollande, gagner pour changer la France



Convention d'investiture
n présidentielle 2012



Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

4 000

C'est le nombre de personnes, sympathisants, militants et élus, qui ont assisté à la Convention d'investiture de François Hollande proclamé officiellement candidat à l'élection présidentielle de 2012. La Convention s'est tenue samedi 22 octobre à la Halle Freyssinet, dans le XIII^e arrondissement parisien.

DISCOURS DE MARTINE AUBRY



« Chers camarades, cher François, chère Ségolène, cher Jean-Michel, cher Arnaud, cher Manuel, cher Jean-Pierre, cher Laurent, cher Lionel, cher Bertrand qui nous accueille une fois de plus dans sa ville, cher Harlem, qui a conduit le parti pendant cette période essentielle pour nous.

Je salue chacun d'entre vous, avant tout des militants, élus membres de nos instances, nationales et locales. Je voudrais aussi saluer nos amis étrangers qui sont avec nous, comme le président du Parti socialiste sénégalais, Ousmane Tanor Dieng et Dioncounda Traoré, investi par l'Adema, son parti, pour être candidat à l'élection présidentielle au Mali.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour lancer le coup d'envoi de l'alternance, pour la victoire le 6 mai 2012. Ici même, il y a quatre mois, en adoptant notre projet dans une belle unanimité, nous avons donné un sens au changement. Le changement que nous voulons a désormais un nom : François Hollande.

Je veux à nouveau saluer très chaleureusement ta victoire, François. Les Primaires t'ont donné encore plus de légitimité, elles ont levé un élan populaire qui va t'accompagner jusqu'en mai 2012 pour mener le combat contre la droite et l'extrême droite. Tu as à tes côtés une très grande force, le Parti socialiste. Tu le connais mieux que quiconque. Notre parti a toujours été la colonne vertébrale de chaque victoire de la gauche en France.

Ce parti, ses élus, ses militants, ses dirigeants et moi sa Première secrétaire, nous sommes tous déterminés à gagner

l'élection pour te faire gagner et pour changer la France. Je sonne aujourd'hui la mobilisation générale derrière toi. Au peuple de gauche qui espère, aux Français qui sont aujourd'hui mobilisés, mais aussi à la droite, je dis aujourd'hui : nous sommes prêts pour ce grand rendez-vous de 2012. Prêts d'abord grâce à nos élus sans cesse plus nombreux, grâce à nos victoires aux municipales, aux régionales et aux cantonales.

C'est aussi grâce à nos élus, à la façon dont ils défendent nos valeurs, que de plus en plus de Français nous font confiance et regardent le Parti socialiste comme ils le regardent aujourd'hui. Nous sommes prêts avec le Sénat, cher Jean-Pierre, qui a basculé à gauche. Après les législatives, nous pourrions changer profondément la France, notamment par une grande réforme constitutionnelle avec cette nouvelle République que nous souhaitons, et aussi des réformes combien symboliques, comme le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Nous sommes prêts aussi, avec un parti qui se renoue, avec le non-cumul des mandats, avec la parité, avec la diversité et avec ces Primaires. Nous sommes prêts aussi avec le rassemblement de la gauche et des écologistes, il est en route, nous l'avons engagé, il reste à le parachever. Nous sommes prêts aussi grâce au travail mené avec nos amis européens. N'oublions pas que les Allemands et les Italiens ont leurs élections quelque temps après nous. Nous signerons d'ailleurs avec les Italiens un programme comme nous l'avons fait avec le SPD car il faut préparer le changement d'Europe que nous voulons tous ensemble.

Nous avons, en cette veille de Conseil européen, avec nos amis du PSE, à préparer la sortie de crise, mais surtout l'après-crise. Une Europe qui soit à nouveau une Europe sociale, politique. Nous devons préparer le juste échange, il est aujourd'hui partagé par beaucoup de nos partenaires. J'espère que nous aurons le même succès que sur la taxe sur les transactions financières.

Nous sommes prêts grâce au projet de tous les socialistes, préparé par vous tous et avec la société civile, avec tout ce que notre Nation recèle aujourd'hui d'énergie. C'est le socle de notre crédibilité. C'est un projet pour redresser la France, rétablir la

justice, et rassembler les Français. La crise s'aggrave tous les jours. Nous vérifions tous les jours les conséquences désastreuses de la politique du gouvernement. La situation actuelle exige que nous nous donnions des priorités, nous le ferons avec notre candidat. Nous sommes prêts avec François Hollande. On nous disait que les Primaires allaient nous diviser. Elles ont divisé la droite. Elles nous ont unis au peuple de gauche. On disait que les Français ne seraient pas au rendez-vous, ils ont été près de trois millions à voter à chacun des deux tours. Et ils ont été plus nombreux encore à nous écouter dans nos débats.

Beaucoup de nos concitoyens qui ne croyaient plus à la politique ont repris confiance. Les Primaires ont été le premier acte citoyen de la démocratie contre les marchés qui veulent limiter nos marges d'action et contre les cercles du pouvoir qui veulent confisquer le débat public. Parce qu'elles ont illustré par l'exemple la manière dont nous gouvernerons, les Primaires sont une promesse d'avenir. Face à une droite qui n'écoute personne, ou plutôt un seul homme, la gauche doit être fidèle à l'esprit des Primaires. Elle doit éclairer nos concitoyens plutôt qu'asséner des contre-vérités, associer plutôt qu'imposer. Rien n'aurait été possible sans vous.

Je voudrais saluer les Français qui se sont déplacés, qui ont fait le succès de ce grand mouvement qui va conduire notre candidat à la victoire. Rien n'aurait été possible sans les militants, sans les responsables de notre parti, sans les élus. Vous avez engagé ces Primaires avec maestria. On peut être fier d'avoir un parti comme le nôtre. Je suis fière de chacun d'entre nous. Je voudrais aussi saluer les permanents du parti, au niveau national comme au niveau local, dans les fédérations. Bravo à vous tous.

Un grand remerciement également à la Haute Autorité qui a permis d'illustrer l'indépendance que, nous les socialistes, nous voudrions demain pour la justice. Ces Primaires n'auraient rien été sans nos candidats. Je suis heureuse d'en avoir fait partie. Je remercie Ségolène, qui fut notre candidate en 2007 et qui a une place particulière dans notre parti. Jean-Michel Baylet qui n'a pas seulement permis à nos Primaires de se déployer au-delà des seules frontières du Parti socialiste, il a su défendre les valeurs essentielles du PRG. Arnaud et Manuel ont, avec beaucoup de

conviction, défendu ce à quoi ils croient, avec une grande cohérence.

Nous tous ici, nous sommes aujourd'hui l'équipe de France du changement qui, en 2012, autour de François Hollande portera les couleurs de la France.

François, tu n'incarnes pas seulement les attentes des socialistes, tu incarnes l'espérance de millions de femmes et d'hommes de métropole et d'Outre-mer. Ils veulent réenchâter le rêve français. La droite arrogante, et souvent ignorante, a raillé ce mot d'ordre, sans voir qu'il correspond à une aspiration profonde de notre peuple. Il y a un rêve américain, il est fait de réussites individuelles et matérielles, mais il y a surtout un rêve français, celui de la République française qui récompense chacun, qui permet le progrès pour tous, notamment la jeunesse. C'est cela que tu défends aujourd'hui.

Ce rêve a été abîmé par dix ans de droite et cinq ans de Sarkozysme. Pour ce défi historique, républicain, tu peux compter sur nous, nous sommes mobilisés. Notre volonté, notre solidarité, notre combativité sont d'autant plus nécessaires que nous avons en face de nous une crise profonde mais aussi une droite qui fera tout pour empêcher l'alternance.

Pourtant, il y a véritablement urgence. Jamais, sous la V^e République, au plus haut sommet de l'État, n'ont été combinés l'échec économique, l'injustice sociale, les inégalités territoriales et la faillite morale. Jamais un président sortant n'a été à ce point coupé des Français, rejeté dans son propre camp et brocardé sur la scène internationale.

Certains s'interrogent : quand Nicolas Sarkozy va-t-il entrer en campagne ? Mais il est en campagne depuis le premier jour où il a été élu. Nous nous lui demandions plutôt de se décider à entrer en présidence,

c'est-à-dire garantir l'impartialité de l'État, respecter les contre-pouvoirs, rassembler les Français. Ce qu'il n'a pas fait en quatre ans et demi et ce qu'il ne fera pas dans le semestre qui reste, les Français en sont convaincus, il ne pourra pas non plus le faire dans les cinq prochaines années. Le président est candidat et la droite est en campagne, mais nous sommes aussi mobilisés contre cette droite. Nous avons assisté cette semaine à deux moments absolument ubuesques. Le premier, à l'Assemblée nationale, où l'on a vu les ministres détourner le débat budgétaire pour attaquer l'opposition, au lieu de défendre leurs propres options. Il faut dire qu'elles sont difficiles à défendre.

Le deuxième moment fut la convention de l'UMP, consacrée au projet socialiste. J'avoue qu'il me serait difficile d'organiser avec le Parti socialiste une convention sur le projet de l'UMP. Ils n'ont pas de projet, ils n'ont qu'un bilan. Et ce bilan, nous le connaissons. Nous avons vu 40 intervenants, et 15 ministres qui se sont succédé pour cogner sur les socialistes. Pseudo chiffrage en apesanteur, caricature de nos idées, invention de propositions. Un flop pour l'UMP et un spectacle affligeant pour des ministres qui feraient mieux de s'occuper de la France et des Français.

Sans bilan, et sans projet affiché, il ne reste à la droite que la peur. Elle excite toutes les peurs contre la gauche et agite les boucs émissaires, les assistés, les étrangers, les immigrés et les jeunes. Voilà ce qu'était cette convention en décalage total avec ce qu'attendent les Français. Ils veulent un pays qui se rassemble, alors que la droite cultive la division.

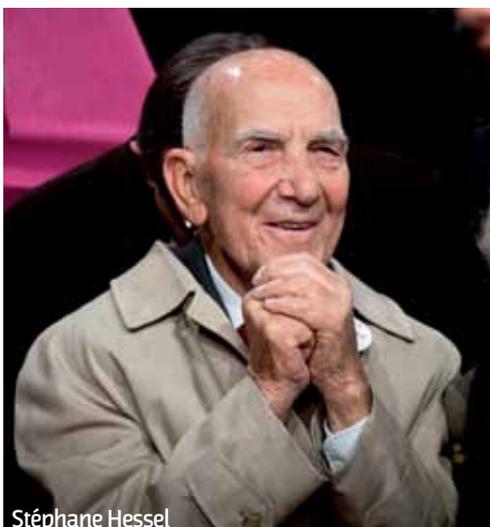
Nous voulons gagner par la force de nos valeurs, et non par la stratégie de la peur. Au-delà de deux visions de la mondialisation, de la société, de

l'économique et du social, il y a deux visions de la citoyenneté : nous voulons éclairer les citoyens par les idées, et la droite veut le faire par des contre-vérités et la peur. Nous ne les laisserons pas faire. Les Français ne les laisserons pas faire. L'ennui, c'est que le jour même, une agence de notation mettait notre pays sous observation. Les faits sont têtus, les deux tiers des déficits sont dus à la gestion de la droite.

Si la note souveraine de la France est aujourd'hui fragilisée, ce n'est pas notre faute, la responsabilité en revient à ceux qui ont désindustrialisé notre pays, multiplié les privilèges fiscaux, négligé la réorientation européenne, abîmé l'État par les affaires et des problèmes de morale.

Il est temps de tourner la page du Sarkozysme pour bâtir un nouveau modèle, pour rendre l'école, l'hôpital, le logement, la sécurité accessibles à tous, pour réorienter l'Europe, avoir d'autres rapports avec les autres continents, les Amériques, l'Afrique et l'Asie. Nous refusons de compartimenter le peuple comme autant de parts de marché. Les idées valent mieux que les slogans. C'est pourquoi nous sortirons triomphants au premier tour et que François triomphera au deuxième tour.

Voilà, mes chers camarades, nous sommes prêts, mobilisés. François nous donnera tout à l'heure sa feuille de route. Contre la droite et contre l'extrême droite. Nous serons là pour répondre aux attaques et pour défendre le programme et le projet de notre candidat. Nous allons, avec nos partenaires, désigner les candidats aux législatives dont je souhaite qu'ils soient aux couleurs de la France. Ensemble, nous allons redonner aux Français l'espoir, et à la France sa place dans le monde. Tout est prêt pour que le prochain président de la République s'appelle François Hollande. Tous ensemble pour gagner et pour changer ! »



Stéphane Hessel



Julie Gayet



« Chers amis, tout commence.

Évidemment, la France nous regarde, épuisée par une crise qui ne veut pas la laisser tranquille, épuisée par les tourbillons d'un pouvoir qui la mène vers le fond, par les injustices qui s'amoncellent, par la crise de confiance en ce responsable. La France désespère. Et pourtant, aujourd'hui, elle nous regarde. La France nous regarde et attend. Mais j'ose croire qu'elle nous attend, qu'elle espère.

François Hollande est notre candidat, celui qui a déjà su rassembler et qui va continuer à rassembler pour gagner. Ce jour que nous vivons ensemble est particulier, car c'est le jour de l'investiture. Ce n'est pas un de ces jours où on confie simplement les clés de

la maison socialiste ; ni un de ces moments où on se félicite d'avoir su bien désigner notre candidat ; ce n'est pas l'occasion de célébrer une victoire qui n'est en réalité que le commencement d'un long chemin et d'une belle aventure. Ce moment que nous créons tous ensemble aujourd'hui, c'est un moment précieux où nous transmettons dans les mains de notre candidat un bien inestimable. Je veux parler bien sûr de la confiance de millions de Français. Par notre présence collective ici, cet après-midi, de vous tous, par l'union claire, déterminée, sincère de tous les candidats à la Primaire, nous leur disons à ces Français : oui, nous prenons votre confiance, et nous allons en faire quelque chose de fort, qui vous amènera vers un avenir meilleur, vers une France apaisée, nouvelle. Et cela, chers amis, ce n'est pas rien, car c'est un moment d'une intensité sans égal, où la vérité vécue par les Français, se transforme en responsabilité, en devoir impérieux pour notre candidat, pour François Hollande.

Alors, je veux lui dire, en mon nom, en votre nom à tous, une chose simple : François, dans cette immense tâche qui t'attend, tu ne seras pas seul. Nous sommes tous à tes côtés pour gagner et répondre aux besoins de changement que ce pays attend. Nous sommes à tes côtés pour convaincre les Français, leur dire la vérité sur la situation économique et l'état des comptes publics, et tracer un chemin alliant crédibilité et justice sociale, compétitivité et lutte contre les inégalités, pour répondre au désespoir,

mais aussi à la radicalité présente dans la société française, à l'indignation.

Nous sommes surtout à tes côtés pour faire partager un nouvel espoir, de l'envie et de l'amour de ce pays. Notre seul objectif c'est la victoire, pas la nôtre, mais celle de la France et des Français. Cette victoire, c'est à chacun de nous de la bâtir, et il faudra nous dépasser, aller chercher l'énergie, l'envie. Il s'agit dorénavant d'aller chercher au-delà de nous-mêmes, et la formidable aventure des Primaires, leur incroyable succès sont un acquis, un socle. Je veux aussi remercier tous ces élus, ces militants, ces sympathisants, ces bénévoles qui ont cru en ces Primaires, et qui ont permis ce mouvement extraordinaire, unique dans la vie démocratique de notre pays. Mais ce socle, cet acquis sont déjà derrière nous. C'est à l'ensemble des Français que nous devons nous adresser désormais, en leur apportant les réponses à leurs attentes avec la volonté qui est la tienne François de les rassembler pour redresser notre pays autour de ces valeurs.

Le premier échec de Nicolas Sarkozy, celui qui pourrait résumer tous les autres, c'est bien celui de l'autorité. À la veille de la fin de son mandat, son bilan est évident, il n'a jamais su entrer dans le costume de l'autorité présidentielle. S'il n'a pas su le faire, c'est qu'il n'est pas un homme d'autorité, mais un homme de rapports de force. Ses qualités de combattant, il les démontrera dans la campagne à venir, elles lui ont permis de conquérir la victoire en 2007. Mais sa nature profonde ne lui a pas permis de penser l'exercice du pouvoir et l'exercice de l'autorité. Tout son style est une démonstration de force, là où devraient régner la maîtrise et le calme.

Comptez sur moi, avec bien d'autres, notamment des élus, pour faire voler en éclats le mythe poussiéreux d'une droite qui serait en capacité de garantir la sécurité des Français. Nous, femmes et hommes de gauche, savons que ce n'est pas à Neuilly que l'insécurité, et les violences, la délinquance frappent le plus durement les gens. Mais c'est bien dans ces quartiers populaires que nous devons mobiliser à l'occasion de cette élection présidentielle pour redonner confiance à la politique à ceux qui sont brisés par le chômage, la précarité et l'insécurité.

François, tu pourras compter sur nous, pour dire haut et fort sans relâche aux Français que la République et la Nation que nous leur proposons n'est pas une simple communauté d'intérêts. Non, il y a dans tout cela un sentiment, une âme et un corps à la fois. La Nation, c'est nous. La



République, c'est nous. La laïcité qui est la belle définition du vivre-ensemble, c'est nous. La culture, bafouée par ce pouvoir, ce doit être nous. L'école de la République, la promotion de chacun, l'égalité des chances, c'est nous. C'est ça le projet républicain, c'est ça la capacité de rassembler de nouveau les Français autour de valeurs que nous devons porter plus que jamais. En ce jour d'investiture, je veux que nous ayons en mémoire Jaurès qui disait à propos de la République qu'elle était justement un grand acte de confiance : restaurer

la République, c'est ce que nous devons faire, c'est ce que nous ferons face à une droite qui l'a abîmée, et face à une extrême droite qui a toujours été l'adversaire de la République. Restaurer la République, c'est toujours Jaurès qui le disait, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune de leur action, qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre. Dans cette campagne qui s'ouvre, il nous faudra donc de la ténacité et du courage. Mon parcours politique m'a permis de

servir deux hommes d'État, Michel Rocard d'abord, qui sera de tous nos combats, et de servir Lionel Jospin, que je salue, car nous avons tous en mémoire la fierté des années où il a été Premier ministre. Nous savons combien le 21 avril 2002 a coûté, et combien le combat que nous menons désormais, est pour réconcilier la France avec la gauche.

Voilà François ce que je défendrai de toutes mes forces à tes côtés, pour que la gauche reprenne en main la conduite et le destin de la France. »

DISCOURS D'ARNAUD MONTEBOURG



« L'aventure des Primaires est l'histoire d'une rénovation qui a réussi. Ce sont près de trois millions de personnes qui ont discuté de nos idées, réfléchi avec nous à l'avenir du pays. C'est aussi la fin de la domination médiatique de la droite dont le chef était depuis neuf ans, quasiment tous les soirs à la télévision. C'est surtout l'arrivée de nos idées dans le champ politique. Ce fut un premier acte de rassemblement, où les deux candidats du deuxième tour, Martine et François, ont écrit leurs engagements pour construire une majorité devant les électeurs, avec les citoyens, et dans les urnes.

Ceux qui craignaient, ou espéraient une mécanique de fragmentation ne mesuraient pas qu'il s'agissait d'un processus de rassemblement. Je remercie François Hollande, notre candidat d'avoir assumé son propre dépassement, sans quitter sa cohérence, en préparant le compagnonnage futur de nos visions complémentaires. Ce fut pour moi la VI^e République en actes où l'on construit des compromis devant et avec les citoyens.

Le projet socialiste était un solide socle, un rez-de-chaussée. Les débats des Primaires ont permis de construire les étages. Le Parti socialiste a repris contact avec des millions de citoyens. Ces Primaires sont

une rénovation si profonde, si irréversible qu'elles sont, pour moi, l'équivalent d'un nouvel Épinay. Un Épinay citoyen, car le cadre de notre parti s'est élargi à la participation de millions de citoyens devenus les acteurs de notre destin. Parce que l'alliance durable entre les différentes sensibilités constitue la garantie que notre candidat François Hollande sera le président de la République porté par une majorité de Français pour mener une politique de transformation d'un système économique et politique qui aujourd'hui, s'écroule. La droite nous envie secrètement les Primaires. Elle sait qu'elle a un besoin urgent de rénovation, et surtout de se libérer de Nicolas Sarkozy. Car quel est le programme de la droite pour la France ? Mis à part l'insulte faite aux hommes ? La droite vient d'inventer le programme à zéro euro. C'est le programme du : « *on continue, on ne change rien* ». C'est le programme de

l'injustice prolongée pour demain et après-demain. Le programme à zéro euro, c'est zéro programme, c'est le programme zéro ! Le Parti socialiste, la gauche, sont sortis de ces Primaires avec une pensée nouvelle. La trop longue glissade des socialistes vers le libéralisme est désormais interrompue. Elle a été condamnée partout par les peuples, par l'histoire, elle vient d'être condamnée par la crise.

Je me souviens, cher Lionel, en 1997, lorsque tu affrontas Tony Blair et Gerhard Schröder qui vantaient les mérites de la troisième voie. Une forme très habillée de compromission avec le libéralisme. Tu avais posé les actes de résistance. Tu avais raison. Que sont-ils devenus, eux, dans la crise ? Ceux-là même qui voulaient accompagner la révolution libérale, avec en bandoulière les sourires de la mondialisation heureuse. Ils avaient déjà le soutien des médias



dominants, ils plaisaient déjà à Alain Minc et Alain Duhamel, les deux cariatides de la pensée conformiste.

Aujourd'hui, la crise donne à la gauche l'avantage historique et stratégique de réécrire les règles qui ont mené à la ruine des peuples européens. La question qui se pose aujourd'hui à la nouvelle gauche française issue des Primaires est de savoir qui paiera la facture de la crise. Notre mission sera de protéger ceux qui n'ont aucune responsabilité dans l'effondrement du système financier et que les droites européennes, plans d'austérité après plans d'austérité s'apprentent à faire payer, les classes moyennes et populaires.

Les 440 milliards de dette publique accumulés par la République française pour financer les plans de renflouement, de recapitalisation ou de relance ne pourront pas être payés par les gens qui n'ont que le revenu du travail pour vivre. Ils devront être payés par les marchés financiers avec une sévère taxation de leur activité. Les milliards réclamés devront être payés par les banques elles-mêmes, les banques excédentaires venant au secours des banques vulnérables.

Voilà pourquoi nous n'échapperons pas à une forme de mise sous tutelle du système bancaire, elles devront être sévèrement contraintes pour éviter au contribuable de supporter ce fardeau indu.

Je veux te remercier, François, des avancées faites dans cette lettre que tu m'as adressée, dans laquelle tu disais ton accord sur la nécessité de reprendre le contrôle politique du système financier. La gauche a le devoir d'unir les forces, sociales, économiques, politiques, de la Nation tout entière. Rassembler autour de son candidat, François Hollande, tous les citoyens qui veulent reprendre le contrôle de leur destin et soumettre la finance à l'intérêt général ou au bien commun. C'est une question de souveraineté pour les citoyens qui en ont assez que les marchés financiers décident à la place des urnes flanqués de leurs affligeantes agences de notation qui devraient depuis longtemps être mises hors-la-loi.

C'est là une question de justice pour les ouvriers, techniciens, cadres, ingénieurs qui aujourd'hui ont le sentiment de travailler exclusivement pour le

management financier de leur entreprise ; pour la jeunesse au chômage. C'est une question d'équilibre et de sagesse pour les entrepreneurs qui créent la richesse et l'emploi, et ne trouvent pas le crédit nécessaire pour financer le développement de leur activité économique. C'est une question de survie pour les Français qui veulent réécrire à nouveau leur histoire politique.

Nous sommes dans une secousse économique historique qui nous rappelle celle de la grande dépression de 1929 et des années 1930. Tous les dirigeants faibles devant la finance ont vu leur pays s'effondrer dans le chaos du nazisme, du fascisme de la guerre civile. Des dirigeants comme les Keynésiens qui ont été intraitables avec leurs finances ont sauvé leur démocratie. Ce défi, nous le relèverons ensemble, engagés derrière toi, François. Cette marche commune vers la victoire sera aussi celle de la marche de la gauche vers la réussite.

Vive les Primaires citoyennes, vive le Parti socialiste nouveau, vive la République, vive la VI^e République, vive la France et vive la nouvelle France ! »

DISCOURS DE SÉGOLENE ROYAL



« Cher François,

Tu es aujourd'hui notre candidat, et si nous sommes là tous ensemble, rassemblés, c'est pour que, demain, tu sois notre président.

Nous sommes tous engagés sans réserve. Moi qui ai eu l'honneur de porter notre drapeau pour l'élection présidentielle, je suis aujourd'hui engagée sans réserve, animée par l'intérêt général, dans ce combat majeur pour l'avenir de notre pays. On ressent ici, entre nous, que le changement est à portée de main. Nous pouvons dire aux Françaises et aux Français qui veulent le changement qu'ils l'auront. Les Français ont rendez-vous avec l'histoire en mai 2012. Ils attendent

l'alternance à gauche. Nous allons leur répondre, courageux, déterminés et unis pour la victoire. Ce rassemblement autour de toi, François, est porté par un élan citoyen, celui des Primaires, mais il est surtout porté par l'espoir de millions de Français, ceux qui espèrent en finir avec une droite qui a gravement abîmé notre pays, une droite qui s'est d'abord servi au lieu de servir, et qui veut continuer à le faire. Nous ne la laisserons pas faire, notre devoir est double : gagner pour réussir. Nous l'avons vu au cours de cette campagne : la misère est là, les inégalités ont explosé, la peur du lendemain tenaille les parents. Ce pouvoir nous a menti et nous a tout pris, nous ont dit des milliers de Français rencontrés partout. Il nous a pris nos retraites, notre Sécurité sociale, le peu de pouvoir d'achat qui nous restait, notre dignité au travail, la sécurité au quotidien.

Ajoutez à cela l'Europe en panne, les indignés qui se lèvent partout, oui, la tâche est immense, mais nous serons à la hauteur. Nous devons changer un système dans lequel la loi de l'argent décide de tout. Nous avons le devoir d'inventer un nouveau modèle français dans lequel les valeurs humaines l'emporteront sur le cynisme du système financier. Nous socialistes, nous en avons la force parce que la cause que nous défendons est plus grande que nous, et cela, nous ne l'oublions jamais.

À nous tous ensemble, avec toi François, tu l'as dit, de porter un rêve français à la mesure du temps présent. Tendons la main à la France métissée, forte de tous ses enfants qui doivent trouver une place dans notre République. Oui, il faut que les quartiers populaires qui ne sont pas venus voter aux Primaires, puissent croire à nouveau dans la promesse républicaine afin de ne pas finir par désespoir dans le vote des extrêmes et en particulier de l'extrême droite. Voilà le défi qu'il va falloir relever avec cette France métissée qui fait partie de la République française.

Toutes les idées défendues dans ces Primaires par l'ensemble des candidats que je salue, portées par le projet des socialistes, font désormais partie de notre patrimoine commun pour t'aider, François, à porter le meilleur projet pour la France de demain.

Et si je me suis engagée dans ces Primaires, c'est parce que j'ai voulu que la France renoue avec un ordre social juste qui s'est brisé sous les coups des désordres qui ont tout envahi : le désordre financier international, social, de la sécurité, de l'école, environnemental, industriel, éducatif, etc.

Les Français ont droit à ce nouvel ordre social juste qui leur apportera des protections et qui leur permettra de se tourner avec confiance vers l'avenir.

Je me suis engagée aussi parce que je voulais faire de la France un pays d'entrepreneurs, que l'État devienne un État stratège qui donne un cap à la politique industrielle à la France de demain. Je me suis engagée contre la vie chère, pour faire obéir les banques et pour lutter contre les licenciements boursiers, parce que je voulais faire de la France la première puissance écologique d'Europe. C'est à notre portée.

Je me suis engagée parce que je voulais remettre l'éducation au cœur de notre pacte républicain.

Je me suis engagée parce que j'affirme que les banlieues ne sont pas un problème, mais une partie essentielle de la solution. Je me suis engagée pour parler à tous ceux qui sont invisibles, aux résignés, aux indignés, pour être la voix des sans-voix en donnant un nouveau souffle à une démocratie dans laquelle chacun aura le droit de se faire entendre. J'ai défendu toutes ces idées, et ces valeurs comme toutes celles des autres candidats. Elles sont aujourd'hui dans ton projet, François, notre candidat et nous aurons à les mettre collectivement en mouvement.

Et nous resterons soudés face à notre adversaire commun. La droite n'a pas dit son dernier mot. Ils sont là, ils se joueront de la moindre de nos divisions. La vérité, c'est qu'aujourd'hui, ils ne savent plus quoi

dire. Avec les Primaires, ils ont vu passer le train de la démocratie sans pouvoir monter dedans, heureusement.

Ils ne peuvent d'ailleurs contrer cette formidable réussite. Ils n'ont pas de mots pour critiquer ce formidable élan démocratique et cette soif de changement. Ils n'ont que deux armes : la mauvaise foi et le dénigrement. La droite sarkozyste doit à tout prix maquiller son bilan désastreux. Alors elle dénigre.

Voilà ceux qui ont échoué ; qui ont creusé la dette et les inégalités ; qui ont laissé exploser les déficits ; qui ont renfloué les banques sans contrepartie ; qui ont dilapidé l'argent public au profit de leurs amis, qui ont abaissé nos institutions paupérisé, humilié notre service public, notre école, notre hôpital public ; qui ont remis en cause la laïcité ; qui ont renié leurs engagements écologiques sous la pression des lobbies ; qui n'ont même pas été capables d'assurer la sécurité publique dont ils revendiquaient le monopole ; ceux-là même qui, en cinq ans, ont administré la preuve de leur incompétence et de leur malhonnêteté, les voilà tous les jours pour instruire contre nous un procès en incompétence. Eh bien, nous rendrons coup pour coup !

Oui, ils feront tout pour la disqualification de notre candidat et de notre projet. Ils essaient de faire croire aux Français que

nous sommes le danger et qu'ils sont le moindre mal. Nous ne laisserons pas faire et nous mènerons ce combat. Car comme disait François Mitterrand, c'est une affaire de volonté, de continuité, de clarté d'esprit dans la fidélité aux engagements. La chance, c'est vous qui la forgerez de vos mains. Cette victoire nous allons la forger avec toi François, nous irons la chercher tous ensemble pour te faire gagner et faire gagner la France. »

Nous avons écrit tous ensemble une page nouvelle pour notre démocratie. À la fin près de trois millions d'électeurs ont permis de dégager une candidature forte, d'une légitimité sans pareil depuis les élections de François Mitterrand dont aucun n'a jamais contesté la capacité à fédérer la gauche, ni la capacité d'homme d'État. La Primaire a désigné François Hollande, et je veux l'en féliciter.

Jean-Michel Baylet





«Je viens vous parler de la France, de ce qu'elle subit, de ce qu'elle attend, de ce qu'elle espère. Je viens vous parler de la France durement touchée par une crise provoquée par l'irresponsabilité de la France aggravée par la faiblesse de nos gouvernants. Mais je viens vous parler de la France qui a tant de force en elle-même, tant d'atouts disponibles qu'elle mérite un autre destin si nous lui proposons un autre chemin.

Je veux d'abord vous saluer, vous les militants, vous les élus, vous les dirigeants de cette grande formation qu'est le Parti socialiste. Mon parti. Un parti qui a une grande histoire. Plus d'un siècle. Un parti qui a contribué à l'affirmation de la République, qui a fait avancer le progrès social, pris des décisions courageuses pour les libertés, qui a servi la France et construit l'Europe. Un parti qui a toujours su se dépasser, se changer pour être davantage lui-même. Un parti capable d'inventer, d'innover, d'imaginer la démocratie de demain. Nous l'avons montré avec les Primaires citoyennes. Ce défi qu'il s'était lancé à lui-même, qu'il a su relever. Et avec quel succès ! Trois millions de votants, deux dimanches de suite et une organisation aussi transparente qu'incontestable. Cette réussite, nous la devons à ceux qui en ont eu l'idée, aux adhérents qui ont su abandonner un pouvoir, celui de la désignation du candidat, pour le confier à tous les citoyens. Nous la devons aux sympathisants qui ont tenus méticuleusement les bureaux de vote. À la direction du Parti socialiste. Martine Aubry qui l'a engagée. Harlem Désir qui l'a menée à bien.

Ma gratitude va aux candidats. Jean-Michel Baylet qui a permis au Parti radical de gauche d'être associé au processus, Manuel Valls qui représente une nouvelle génération qui a soif d'action, Arnaud Montebourg qui a installé des thèmes forts dans cette campagne, Ségolène

Royal qui a inspiré tant d'approches nouvelles et Martine Aubry dont j'apprécie la force de conviction et la loyauté. Ils ont ouvert une époque nouvelle dans la vie politique. Les Primaires citoyennes ne resteront pas sans lendemain, ni ici, ni ailleurs.

Nous ouvrons aujourd'hui une phase nouvelle qui n'aura rien à voir avec celle qui s'achève. Nous changeons d'enjeu. Nous étions dans la pluralité. Nous sommes désormais dans l'unité. Nous étions entre nous, nous sommes tournés vers les Français. Nous étions dans le débat. Nous sommes dans le combat. Le combat, contre la droite et l'extrême droite. Le combat pour le changement, le combat pour la victoire. Je mesure l'honneur qui m'est fait. Je prends la dimension de la tâche qui m'attend. Je devine l'espoir qui vous anime. Cet espoir me porte, et m'oblige. Vous m'avez investi d'une mission, la plus belle qui soit pour un socialiste, celle de faire gagner la gauche, celle de faire réussir la France.

Depuis mon premier engagement, j'ai voulu représenter mes concitoyens. Pendant plus de dix ans, j'ai dirigé notre parti. Depuis des mois, je poursuis inlassablement une démarche de candidature qui me conduit jusqu'à ce moment, celui de l'investiture. Je me suis minutieusement préparé. J'ai parcouru la France. J'ai perçu la voix d'un peuple blessé par tant de promesses fallacieuses, tant d'inégalités injustifiées, tant d'humiliations insupportables.

J'ai entendu la plainte des ouvriers, brisés par l'injustice de décisions qui les frappent motivées par le seul profit. Des employés, qui expriment, parfois dans la honte, leur souffrance au travail, celle des agriculteurs qui travaillent sans compter leurs heures pour des revenus de misère, celle des entrepreneurs qui se découragent faute de pouvoir accéder au crédit, celle des jeunes qui ne sont pas reconnus dans leurs droits, celle des retraités qui craignent, après les avoir conquis, de les perdre. Celle des créateurs qui se sentent négligés. Bref, la plainte de tous ceux pour lesquels nous luttons, nous les socialistes.

J'ai saisi le désarroi de tous ceux qui aiment leur pays et qui s'affligent de le voir dégradé, affaibli – et parfois moqué – par une politique improvisée, incohérente et parfois burlesque.

Mais, j'ai perçu aussi la vigueur de nos potentiels, notre vitalité démographique, nos savoir-faire, nos services publics, notre recherche, nos territoires, notre jeunesse, notre diversité, notre culture, notre langue. Bref de toutes les ressources qui font que nous sommes la France.

C'est l'appel de tout un pays qui s'adresse à nous, il attend un acte fort, une vision pénétrante, un projet collectif pour

réenchanter le rêve français. Là est ma mission.

Souvent la France s'est retrouvée au premier rang des Nations, souvent elle a donné l'exemple.

Ce temps peut revenir. Nous avons su surmonter des épreuves bien plus redoutables, nous sommes un grand peuple plein de lucidité et de courage. Les valeurs de la République ne sont pas un fardeau, mais un levier dans la mondialisation. Notre pays recèle d'initiatives, d'engagements, d'investissements encore trop retenus. Le sursaut est possible. Chassons les divisions, les stigmatisations, les dénigrements, proposons un rassemblement autour de la réussite de la génération qui vient, de sa place, de sa promotion, des conditions de son plein accomplissement.

Je dis le rêve français. Et à l'énoncé du mot, j'entends les sarcasmes de la droite : « *On ne fait pas de la politique avec du rêve* ». Surtout avec le bilan qu'elle nous laisse. Et pourtant me revient une belle phrase d'un ancien président de la République : « *Les gens veulent que leur histoire leur ressemble ou au moins qu'elle ressemble à leurs rêves* ». Voilà de Gaulle qui leur répond. Mon histoire personnelle se confond avec la gauche.

J'ai découvert la politique, à l'heure de la première élection présidentielle au suffrage universel, celle qui opposait le jeune François Mitterrand, au pouvoir personnel et finissant du général de Gaulle. Mitterrand, c'était la gauche qui se réveillait. De Gaulle, c'était le rêve de la grandeur, contrariée par une bourgeoisie étriquée, sur laquelle il s'appuyait à contre-cœur. La France était alors une société corsetée, autoritaire, archaïque. Les piétons de mai 68 qui marchaient la tête dans les étoiles l'avaient compris. Leur utopie, c'était celle d'une société fraternelle qui puisse respecter l'homme et la nature, et refuse de faire de la prospérité matérielle la mesure de toute chose.

Nicolas Sarkozy voulait en finir avec mai 68. Quelle faute que de vouloir occulter les aspirations de la jeunesse !

Déjà en ce temps-là, elle croyait qu'un autre monde était possible. A toute époque, il convient d'entendre les indignés. Celui qui les néglige, celui qui les rejette, devient un conservateur.

Je garde mai 68 en héritage, sans rien ignorer de ses excès, de ses illusions, de ses chimères. J'ai toujours vénéré la démocratie, c'est pourquoi je me suis tourné vers le socialisme français, celui de l'égalité dans la liberté, celui qui veut tenir les promesses de la République.

J'ai adhéré à l'union de la gauche, j'ai vécu, jeune militant, cette longue marche qui a conduit à la victoire du 10 mai, quand le temps de la responsabilité s'est soudain ouvert devant nous.

La gauche au pouvoir a transformé notre pays. Elle n'a pas tout réussi, elle n'a pas tout entrepris. Elle voulait changer la vie, la vie l'a changée. Mais elle a su moderniser le pays, engager le progrès, élargir les libertés, elle avait du courage : souvenons-nous de l'abolition de la peine de mort. Elle a fait honneur à la République, elle a fait honneur à la France.

Tout comme l'a fait quinze ans plus tard Lionel Jospin, devenu Premier ministre, à la suite d'une dissolution hasardeuse. Lionel Jospin, que je salue ici. Lionel Jospin, auprès de qui j'ai appris la solidité du raisonnement, comme la clarté des choix et le sens de l'État. Je salue tous les anciens Premiers ministres présents ici : Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Édith Cresson. J'ai une pensée pour Pierre Bérégovoy. La France ne serait pas ce qu'elle est sans eux.

J'ai dirigé onze ans le Parti socialiste. J'ai passé six ans dans l'opposition. J'ai appris l'intérêt du travail collectif. Le dévouement pour une cause commune, la vertu du débat, la recherche d'une synthèse forte, les idées et l'exigence du rassemblement. J'ai tiré toutes les leçons, je sais le bonheur de l'unité, et je connais les désastres de la désunion que ce soit chez les socialistes ou dans la gauche. Je sais ce que je dois à la Corrèze, elle m'a accueilli il y a trente ans. Elle m'a donné ma légitimité et ma force. J'y ai tout conquis, tous les mandats possibles. Elle m'a fait confiance, m'a conduit jusqu'ici. J'ai reçu d'elle le message de l'humilité à l'égard des autres, mais aussi l'ambition d'un territoire qui croit à la promesse républicaine.

Je parle de notre Histoire, c'est à dessein car nous venons de très loin. Tous nous sommes les continuateurs d'une œuvre. Nous sommes les héritiers d'un combat, celui de la gauche - avec ses grandes figures : Jaurès, Blum, Mendès France, Mitterrand, les héritiers d'une épopée, celle de la République - Gambetta, Ferry, Clemenceau. Celle qui a failli sombrer, celle qui a été sauvée par Jean Moulin et de Gaulle, les porteurs d'un destin commun, celui de la France, celui des illustres comme des anonymes, celui des Français de toujours, comme celui des Français venus de toutes parts.

Chers amis, jamais la gauche ne s'est présentée devant les Français avec des chances sérieuses de l'emporter dans un contexte aussi exceptionnellement grave. Une crise financière qui, loin d'avoir été maîtrisée depuis le dérèglement des subprimes de l'été 2007, s'est intensifiée au point de menacer désormais les capacités d'emprunt de la plupart des pays européens

et de mettre en demeure les banques d'une recapitalisation à laquelle bon nombre peinaient à faire face.

Un ralentissement économique voire une perspective de récession en 2012 dès lors que les plans d'austérité s'ajoutent aux plans de rigueur pour combler des déficits de plus en plus élevés faute de recettes fiscales suffisantes.

Une perte de compétitivité de l'Europe liée à la désindustrialisation subie depuis vingt ans, du déclin de l'investissement et du relâchement de l'effort de recherche.

Enfin, une situation sociale de plus en plus tendue avec un chômage proche de 10 % de la population, une précarité accrue et un creusement vertigineux des inégalités. Les droites sont forcément concernées par ce terrible constat, parce que ce sont elles qui sont au pouvoir dans 21 pays sur 27 en Europe. La rigidité de la position allemande ajoute encore à la difficulté. Mais Nicolas Sarkozy a fait preuve d'un optimisme bien déplacé lorsqu'il a prétendu à chaque sommet, que ce soit au G20 ou au Conseil européen, que la crise était réglée, que la zone euro était stabilisée, que la Grèce était sauvée, quand à chaque étape, le répit n'aura duré que quelques jours et que la violence infernale de la spéculation a repris de plus belle.

Il se sera trompé de diagnostic sur la finance privée dont il a pensé que le sauvetage des banques sans contrepartie suffirait à les domestiquer. Il se sera trompé de thérapie sur les dettes souveraines dont il a voulu surtout protéger de toute contribution le secteur privé au point aujourd'hui d'être dans une impasse, faute du consentement de Madame Merkel à faire éponger les dettes des États par le fond de stabilité financière. Je souhaite, parce que j'ai le sens des responsabilités, que demain un accord soit trouvé. Il nous est dit qu'il faudra sans doute attendre mercredi. Va pour mercredi. Mais que de temps perdu, que d'annonces précipitées, que d'improvisations coûteuses, que d'incompréhensions fâcheuses, que de diplomaties approximatives, que de manquements face à la gravité des temps.

Et le président sortant nous parle d'expérience !
Quelle prétention !

Impuissant à régler la crise, voilà que Nicolas Sarkozy s'en fait un argument pour justifier une nouvelle candidature. Voilà leur grande affaire. Voilà leur grande excuse. Voilà leur paradoxe. Il a échoué pendant cinq ans. Mais il serait le seul à pouvoir réussir ! Le seul capable d'être président au simple prétexte qu'il l'est déjà. Il fallait y songer. Pour être président, il faudrait désormais l'avoir été. Pour entrer à l'Élysée, il faudrait en sortir. Voilà qui limite le nombre de candidatures.

Mais d'où vient cette arrogance ? Cette suffisance ? Cette insolence ?

Celle des conservateurs, qui seraient nés pour commander, pour servir le marché, pour présider. Eux seuls seraient légitimes. Et pourquoi donc ce privilège ? Au nom de quelle compétence ? Parce que la droite saurait gérer. Mais parlons-en de sa gestion. À la fin du mandat de Nicolas Sarkozy, la dette publique se sera alourdie de 700 milliards. La Sécurité sociale aura accumulé 135 milliards de déficits. Le commerce extérieur affiche 75 milliards de découvertes. La croissance sera d'à peine 1 %. Les prélèvements obligatoires se seront alourdis de 40 milliards. Et c'est ce que la droite appelle une « valeur sûre ». À les écouter, leur général a été vaincu sur tous les fronts, mais il doit encore commander. Le capitaine a mis le vaisseau sur les récifs, mais il doit rester à la barre, même si la mer s'est retirée. Le passeport pour la réussite, ce serait l'échec ; la preuve de la compétence, ce serait le fiasco. Curieux critère. À quand, comme dans certaines multinationales indignes, les stocks options pour le président qui met son entreprise en faillite et des retraites chapeaux pour ses ministres ! Bref la droite compte sur la crise pour se sauver. Moi je propose que les Français comptent sur la gauche pour les sauver de la crise.

Alors pour effrayer les électeurs sont agitées les menaces de notre prochaine arrivée au pouvoir. Et voilà que dans l'hypothèse où les agences de notation venaient à dégrader la note de la France, ce serait de notre côté qu'il conviendrait de chercher les coupables. Faute de pouvoir mettre en cause les prédécesseurs, ils sont là depuis dix ans, nos gouvernants iraient jusqu'à dénoncer leurs successeurs. Pitoyable entreprise venant de piètres gestionnaires transformés en syndics de leur propre faillite.

Ce n'est pas notre projet qui coûte cher. Nous ferons justice de ces caricatures lorsque je présenterai ma plate-forme présidentielle. C'est leur politique qui a épuisé le pays, qui a tari les recettes fiscales en donnant aux plus riches, qui a imprudemment multiplié les niches fiscales pour servir autant de clientèles. Qui a renoncé à équilibrer les comptes sociaux faute d'assumer un prélèvement supplémentaire ? Qui a accordé aux grandes entreprises des avantages indus ?

Mais le mal est plus grave. Car dans l'héritage qui nous sera légué, il y a le discrédit qui touche à la parole politique, la suspicion sur l'exemplarité de l'État, le doute sur l'indépendance de la justice, les manquements aux règles, la protection des amis, la confusion des intérêts, la connivence avec l'argent, l'indécence des rémunérations. Bref, tout ce qui nourrit la résignation civile ou la colère haineuse. Que de promesses bafouées ! Il devait être le président de ceux qui travaillent plus pour

gagner plus. Il a été le président de ceux qui gagnent plus sans travailler. Il devait être le président de la rupture. La seule qu'il aura réussie est celle avec les Français. Il devait être le président d'une République irréprochable. Il est celui d'une République irresponsable qui se méfie de tout, des juges, des journalistes et d'eux-mêmes. Il est temps de choisir une autre voie. Il est temps de choisir une autre politique, une autre équipe, une autre majorité. Il est temps de choisir un autre président.

Je viens vous parler de la France d'aujourd'hui.

J'ai choisi de me présenter armé de quatre principes :

- La vérité

Je n'entends rien cacher de la réalité qui est là et des difficultés qui s'annoncent. Je ne multiplierai pas les propositions à mesure de mes rencontres avec les catégories qui chacune, se considère comme prioritaire. Je n'ignore rien des urgences : emploi, logement, santé, école, environnement, mais je n'empilerai pas les réponses convenues à coup de milliards dont nous cherchons encore le premier euro. Je ne serai pas un candidat prestidigitateur. Je ne serai pas le président qui viendra devant les Français six mois après son élection pour leur annoncer qu'il doit changer de cap, qui reniera ses promesses en découvrant avec effroi que les caisses sont vides. Les Français sont lucides, ils préfèrent des engagements forts sur l'essentiel qu'un catalogue de revendications sur tous les sujets. Je veux gouverner dans la durée sur la base de la vérité. Là est notre crédibilité. Là est notre expérience.

- La volonté

Certains redoutent, disait Pierre Mendès France, « *qu'un langage loyal et ferme sur la situation n'entraîne le découragement ; c'est qu'ils n'ont pas la foi dans la volonté de la Nation à se redresser* ».

La volonté, il en faudra pour rétablir les comptes publics, mettre de l'ordre dans nos finances sociales, redresser la croissance, soutenir l'emploi. La volonté, il en faudra pour donner confiance aux entrepreneurs, aux salariés, aux fonctionnaires, aux



chercheurs. La volonté, il en faudra pour réduire les inégalités, répartir différemment les richesses. La volonté il en faudra pour réussir la transition énergétique. Mais la volonté il en faudra surtout pour réformer la finance, pour désigner les responsables, affronter les coupables et mettre un terme aux dérives de l'argent. Les réformes nous les connaissons et nous les proposons sans relâche : une taxe sur les transactions financières qui ralentisse le va-et-vient des marchés, une agence européenne de notation ; des règles prudentielles contraignantes qui limitent le risque couru par l'épargne, une séparation stricte entre les activités des banques qui distribuent du crédit et celles de placements aux investissements spéculatifs. Et un contrôle sur les établissements financiers eux-mêmes, surtout s'ils demandent une participation des pouvoirs publics à leur renflouement ; leur activité est devenue trop sérieuse pour être laissée aux seuls banquiers.

- La justice

La dette publique est une menace pour notre avenir et notre souveraineté. La charge des intérêts est devenue le premier budget du pays. Nous devons réduire les déficits que la droite nous aura laissés. Nous le ferons sans étouffer la croissance sinon nous n'y parviendrons jamais. Cet effort ne sera consenti que s'il est justement partagé. Si l'injustice préside aux réformes, si les puissants échappent par mille biais aux contributions communes, alors les Français, et ils auront raison, refuseront de participer au redressement. D'où la réforme fiscale que je propose depuis deux ans ; un impôt sur le revenu unifié et progressif qui porte le sacrifice sur ceux qui sont le plus capables de le supporter. Une assiette nouvelle pour les cotisations sociales qui favorise la production et l'emploi et qui dissuade la pollution et la consommation d'énergie. Un allègement d'IS pour les entreprises qui investissent, un relèvement de taux pour celles qui distribuent leurs profits ; une révision de la fiscalité des territoires et une évaluation stricte de ces niches innombrables et baroques qui sont autant de refuges pour des privilèges injustifiés.

- L'espérance

Qu'est-ce que la gauche, sinon le refus de la résignation, de la fatalité, du découragement ? Qu'est-ce que la gauche finalement, sinon la promesse républicaine enfin tenue ? Qu'est-ce que la gauche sinon la voie la plus rapide pour traduire en acte le rêve français ? Celui qui permet à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre. Celui qui transmet le flambeau du progrès à la jeunesse impatiente, celui qui donne à la Nation française sa fierté d'avancer, de dépasser ses intérêts et ses catégories d'âge et de classes pour se donner un destin commun qui nous élève et nous rassemble. Cette espérance n'est pas vaine. Elle est le fil qui renoue le récit

républicain. Elle n'est pas inaccessible dès lors que nous mobilisons les forces pour le redressement, dès lors que nous engageons cette alliance entre les citoyens, les entreprises, les collectivités locales et l'État pour porter un projet durable. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé que la France se retrouve autour de plusieurs pactes :

- Le pacte productif

Il est loin le temps où les socialistes se souciaient de redistribuer plutôt que de produire. Et nous l'avions oublié, la croissance anémiée, l'industrie diminuée, la base productive réduite que nous laissons le président sortant nous aurait convaincus qu'une croissance forte est la condition de notre redressement.

Mettre la finance au pas c'est nécessaire pour mettre l'économie réelle en mouvement, c'est indispensable pour l'emploi, le pouvoir d'achat, le développement durable. Le pacte productif est une stratégie offensive. Il repose sur l'investissement, sur la connaissance, la recherche et sur la formation. Bref tout ce qui permet de produire mieux. Le pacte productif est la condition de la croissance, mais une croissance juste, harmonieuse, respectueuse du travail et de la nature. Une croissance qui fait le pari de la technologie, de l'innovation, de l'élévation des qualifications et non de l'abaissement des droits et de la compression des salariés. L'État efficace et stratège que nous voulons, soutiendra les pôles de compétitivité, organisera la transition écologique, favorisera la conquête des marchés par les grands groupes, assurera le développement des PME qui sont l'armée valeureuse de la production, le siège de l'innovation et un gisement considérable d'exportations. Une fiscalité réorientée vers l'investissement et adaptée aux PME, une banque publique d'investissements telle que la propose le projet socialiste, un nouvel instrument d'épargne, le livret de croissance, seront les outils de ce pacte productif.

Faut-il encore être clair par rapport à la mondialisation. La France n'a pas d'avenir dans l'isolement et elle a tout à gagner des échanges, mais si son économie comme celle de l'Europe doit être ouverte, elle ne peut être offerte. Toute compétition doit avoir des règles. La liberté n'est pas la naïveté. L'échange ne vaut que s'il est équilibré, que si la valeur des monnaies reflète l'état de leur économie, que si les normes environnementales et sociales sont respectées, que si notre appareil productif n'est pas placé dans une situation structurelle d'infériorité. Aux frontières de l'Europe, nos productions doivent être traitées avec équité sans qu'une concurrence déloyale vienne provoquer les délocalisations dramatiques qui justifient la colère des travailleurs. Nous devons être les meilleurs dans la mondialisation et non les plus frileux. Nous devons lever les voiles et non sonner la retraite. Mais nous

refuserons les déséquilibres vertigineux des soldes commerciaux, les manquements aux règles de la réciprocité, les compétitivités gagnées sur le saccage de l'environnement, le bradage du travail ; c'est ce que nous appelons le juste échange.

- Le pacte éducatif

C'est à dire la priorité à la jeunesse. J'ai entendu les sarcasmes des esprits chagrins. La jeunesse ce n'est pas un programme, c'est une évidence. Mais si c'est une évidence, pourquoi est-elle si mal traitée ? 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans aucun diplôme. Le taux de chômage des moins de 25 ans dépasse 20 %, 40 % dans les quartiers populaires. Un jeune sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. La majorité des salariés embauchés en intérim ou en CDD a moins de 25 ans.

À sa jeunesse la France réserve aujourd'hui le chômage de masse, les stages interminables, un impossible accès au logement et l'humiliant refus de l'autonomie, quand ce n'est pas la discrimination et la relégation. Il est temps que cela cesse. Il est temps que soit réparée cette injustice. Il est temps que la jeunesse revienne au cœur des priorités publiques, c'est l'enjeu majeur des années qui viennent. Mon quinquennat n'aura un sens que si au bout de cinq années d'un effort continue et opiniâtre, la jeunesse de notre pays retrouve confiance dans l'avenir et une place dans le présent. L'effort doit commencer dès la petite enfance quand tant de choses se jouent, quand tant d'inégalités naissent pour ne jamais disparaître. Nous accueillerons plus tôt les enfants en ouvrant sur le quinquennat 500 000 places d'accueil sous toutes ses formes, ainsi qu'une école du premier âge pour soulager les jeunes ménages, pour permettre aux enfants de réussir tous cette première entrée dans la vie. Nous embaucherons 60 000 professeurs, éducateurs et professionnels de l'enseignement dans le cadre d'un plan pluriannuel sur cinq ans. Que de tumultes autour de cette proposition. On aura tout entendu. Pourtant ces moyens nouveaux sont un préalable décisif ; ils nous permettent de conclure un contrat nouveau avec les enseignants, la définition d'un socle de connaissances, une réforme des rythmes scolaires, une refonte des conditions de travail, et un rétablissement de la formation des professeurs. L'éducation est ma priorité : j'en tire les conséquences. L'argent dépensé ne le sera pas ailleurs. Les efforts budgétaires correspondants seront dégagés avec énergie et décision. L'avenir est à ce prix.

La formation, le diplôme, évidemment ne suffisent pas. Il faut aussi organiser l'entrée dans la vie de la nouvelle génération. Il y a pour le secteur public et associatif les emplois d'avenir qui indisposent tant la droite, mais qui ont fait la preuve de leur

efficacité. J'y ajoute le contrat de génération dans les entreprises : il ne s'agira pas du énième dispositif jeune, qui chasse les autres catégories du marché du travail et qui multiplie les effets d'aubaine. Il s'agit au contraire d'une belle idée, d'une grande idée : fonder l'alliance des âges au travail, réaliser l'union des générations. Le système est simple : un employeur qui accepte de garder un senior le temps qu'il accède à une retraite décente et qui en même temps embauche un jeune sera exonéré de toute cotisation sociale. Finis les systèmes particuliers, les primes, les dérogations, les avantages. Un encouragement égal et clair à l'intégration de ceux qui sont aujourd'hui les plus touchés par le chômage, les moins de 25 ans, les plus de 50 ans, exclus aux deux bouts de la chaîne d'une vie normale et décente. Une aide décisive au maintien et à la création des emplois. Un espoir enfin pour les jeunes et pour leurs parents. Et le financement sera trouvé dans les exonérations actuelles de cotisations sociales (25 milliards) aujourd'hui accordées sans aucune contrepartie.

La priorité à la jeunesse fonde une politique, elle décrit le chemin, elle ouvre l'avenir.

- Le pacte démocratique

Depuis cinq ans la République a été amoindrie, abaissée, abîmée. La présidence Sarkozy aura été celle de tous les excès : dévoiement de nos institutions, captation du pouvoir, relégation du Parlement, irrespect des partenaires sociaux, ignorance des territoires et de leurs représentants. Le passage en force a été la seule méthode : retraite, réforme territoriale, justice. L'administration a été regardée comme une obligée, la magistrature comme une menace et les fonctionnaires comme une charge. L'identité nationale a été utilisée pour désunir. Les Français ont été distingués selon l'ancienneté de leur appartenance à la communauté nationale, les étrangers ont été mis au régime de la suspicion. Et la laïcité qui nous rassemble tous a été la victime des approximations verbales et des accommodements dangereux de celui qui devait en être le garant. D'où la défiance qui s'est imposée à l'ensemble de la société. Il nous faudra reconstruire une nouvelle République.

- Une République exemplaire

Tout commence par la responsabilité. Celle du président de la République avec le statut pénal du chef de l'État, avec l'indépendance de la magistrature, avec la fin des nominations discrétionnaires pour composer des autorités indépendantes et pour diriger l'audiovisuel public. L'exemplarité, c'est ce qui permet le respect de la règle, l'autorité, l'ordre républicain indispensable au vivre-ensemble.

- Une République moderne

Avec la fin du cumul des mandats et l'introduction de modes de scrutin



garantissant le pluralisme, la parité et permettant l'exercice du droit de vote pour les résidents étrangers aux élections locales.

Une République contractuelle

Un homme seul ne peut pas décider de tout, sur tout, pour tout. Un pouvoir même légitime ne peut s'arroger le monopole de l'action publique. J'engagerai avec le nouveau Parlement une nouvelle phase de la décentralisation. D'ores et déjà la majorité du Sénat peut y travailler. Jean-Pierre Bel, son nouveau président, et François Rebsamen nous y autorisent. L'Outremer trouvera sa place dans cette nouvelle organisation territoriale, c'est une chance pour la République. Il nous est permis de rayonner sur tous les continents. Le suffrage universel ne confère pas l'exercice exclusif de l'intérêt général ; la démocratie sociale y concourt chaque fois qu'elle permet par la négociation des accords qui s'imposent à tous et qui fabriquent notre droit. Les partenaires sociaux investis dans l'entreprise, verront leur rôle reconnu, y compris dans la Constitution. Enfin les citoyens doivent avoir leur mot à dire sur les grandes décisions qui les concernent, c'est la démocratie participative. Elle trouvera sa place dans le grand débat que nous ouvrirons au lendemain de l'élection présidentielle sur l'avenir énergétique de la France.

Le renouvellement des pratiques devra engendrer le renouvellement des équipes. La représentation de la France dans toute sa diversité, dans toutes ses couleurs, dans tout son parcours. Le renouvellement c'est aussi donner à l'égalité entre les femmes et les hommes, bien plus qu'un principe une force obligatoire et scrupuleusement garantie. Et j'entends faire du droit pour tous au mariage, une nouvelle illustration de l'égalité.

Il en va de même pour le rassemblement qui doit être fondé sur le respect. Nul ne sera écarté dès lors qu'il apporte son concours à l'œuvre commune. Mais sur la cohérence du projet que je présente devant les Français.

L'enjeu d'une élection présidentielle va bien au-delà de nous-mêmes, c'est aussi la place de la France dans le monde. La République française, par son histoire, sa géographie, ses valeurs et sa place, est appelée à jouer un rôle particulier sur la scène mondiale. Sa puissance est moindre, elle a définitivement répudié toute volonté de domination, elle se garde de toute nostalgie d'empire. Elle est suffisamment sûre d'elle-même pour admettre ses fautes historiques envers les peuples du sud. Elle n'aura pas, au contraire d'un président saisi par une étrange réminiscence coloniale, la prétention insupportable de juger les autres peuples et de leur reprocher, je ne sais quel refus d'entrer dans l'histoire.

À cette condition, le message de la République française reste universel. J'en serai le porteur, selon la tradition internationaliste et pacifique qui est celle de la gauche.

Il s'agit d'abord de l'Europe. François Mitterrand l'a dit : la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. Mais cet avenir, il faut bien le reconnaître, s'est singulièrement brouillé. L'Europe devait protéger les peuples, promouvoir l'économie, organiser la marche en avant des nations qui la composent. Elle s'est affaiblie dans l'impéritie politique, la stagnation économique et la lourdeur de ses procédures. L'élargissement était un devoir : il nous a permis d'acquitter notre dette historique. Mais il a changé le projet Europe puissance en union de marché. Je veux relancer la construction européenne, ou alors c'est la crise financière qui emportera tout sur son passage. Mais je veux le faire avec des méthodes nouvelles, selon une ligne cohérente et non par les à-coups d'un activisme brouillon. Deux cercles concentriques seront distingués par la France si elle me porte à sa tête. Les pays fondateurs, en premier lieu, autour de la France et de l'Allemagne, qui devront

définir les tâches de l'avenir et conduire la marche ; l'ensemble des pays adhérents, ensuite, qui participent selon leur choix à la politique commune.

La France le dira avec force : sans un groupe actif et soudé au cœur de la construction, l'Europe stagnera. Nous devons sauver l'Europe. Ce sera la mission de notre pays, la main dans la main avec l'Allemagne. Mais une main ferme car l'Allemagne est notre partenaire naturel depuis que nos deux peuples ont décidé de mettre fin à une guerre séculaire, pour marcher côte à côte. Mais nous devons redéfinir ensemble notre projet commun. Cinquante ans après le Traité de l'Élysée de 1963.

La France, c'est aussi la Méditerranée, la mer qui réunit les civilisations mais qui relie les conflits, et notamment celui du Proche-Orient, qui reste une plaie ouverte au flanc des nations démocratiques et la Méditerranée qui nous rapproche de ses révolutions arabes. Après la joie initiale, vient le temps des épreuves. Dans cette passe dangereuse, où le printemps arabe voit son ciel se couvrir, l'appui de la France ne fera pas défaut aux démocrates de Tunisie, de Libye et d'Égypte, menacés par les montées des extrémismes. Dans la difficulté, on reconnaît ses amis. La France ne fera pas défaut. Elle sera là où elle est attendue : la liberté et la démocratie.

Notre République portera également, c'est son honneur comme son intérêt, une nouvelle politique à l'égard de l'Afrique. Ce continent, est en passe de jouer un rôle décisif. La France répudiera sans regret les miasmes de ce qu'on appelle la Françafrique. Elle jouera la carte du codéveloppement, comme le commandent avec autant de force le cœur et la raison. Il n'est d'autre solution, à long terme, pour résoudre d'un seul mouvement nos problèmes d'immigration et le rééquilibrage de notre commerce extérieur.

La République française, enfin, s'emploiera à promouvoir au loin la paix et la stabilité. La guerre d'Afghanistan, juste à l'origine, destinée à punir un pouvoir obscurantiste et complice du terrorisme, témoignage, aussi, de notre solidarité avec le peuple américain frappé au cœur, s'est prolongée au-delà de la mission initiale. Elle attise la rébellion autant qu'elle permet de la combattre. Il est temps de mettre fin en bon ordre à cette intervention et j'en prends ici l'engagement. La France, qui salue le dévouement et le courage de ses soldats, retirera d'ici la fin de l'année 2012, ses troupes d'Afghanistan.

Nous sommes dans un moment exceptionnellement difficile. La France recule et l'Europe décline. Et une nouvelle fois la gauche est devant l'Histoire. Elle ne peut être l'instrument facile du rejet qu'inspire l'échec du président sortant. Elle ne peut être l'exutoire commode des exaspérations et des colères du peuple. Elle doit offrir l'occasion du sursaut pour nous-mêmes et pour notre continent.

Je vous propose que la France redevienne un exemple pour les nations.
Je vous propose que la République redevienne un espoir pour les citoyens.
Je vous propose que la gauche représente une force utile et efficace pour relever notre pays.
Je vous propose un projet qui réconcilie, rassemble autour de la plus belle des causes : la réussite de la génération nouvelle. Je donne rendez-vous à ces quatre millions de Français qui se sont mis en marche pour les Primaires et à ces millions d'autres qui vont nous rejoindre durant cette campagne qui commence.

Je vous donne rendez-vous le 6 mai pour la victoire.
Je vous donne rendez-vous avec la République.
Je vous donne rendez-vous avec la France. »

